



Un fer de lance pour la relance de l'économie

Djerad réaffirme le soutien de l'Etat aux start-up

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE



Présidence de la République
Abdelmadjid Tebboune
préside aujourd'hui
une réunion du
Conseil des ministres

Page 3

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5329 - Dimanche 21 mars 2021 - Prix : 10 DA

RCD

Mohcine Belabbas ne sera pas candidat à sa propre succession

● Yazid Benaïcha : Le Mouvement Ennahda participera aux prochaines législatives

Pages 2 et 3

Réconciliation turco-égyptienne, ce qu'il peut en découler

Par Mohamed Habili

Si le rapprochement entre l'Egypte et la Turquie aboutissait, et cette hypothèse est la plus forte, il y aurait des conséquences sur au moins trois plans : à l'est de la Méditerranée, dans le partage des ressources que recèle la mer, en matière d'hydrocarbures notamment ; en Libye évidemment, mais aussi dans les deux pays concernés. Il peut y en avoir d'autres, et en premier lieu en Tunisie, du fait de la prédominance d'Ennahdha dans l'Assemblée, une exception dans la région, ce qui d'ailleurs se trouve au cœur de la crise que traverse ce pays. Avec l'arrivée des islamistes turcs au pouvoir, et surtout en raison de leur capacité à s'y maintenir, au point que leur règne semble aujourd'hui être seulement à ses débuts, pour les islamistes du monde arabe, la Mecque n'est plus en Arabie saoudite, mais à Ankara, où ils vont prendre les avis du calife ottoman, il est vrai non déclaré comme tel, le président Erdogan. C'est aussi le cas des islamistes algériens, sauf qu'ils le font avec discrétion. C'est pour avoir fait ce voyage en tant que président du Parlement tunisien que Rached Ghannouchi a fait l'objet d'un vote de défiance il y a quelque temps. Une procédure qui certes n'a pas abouti, mais dont rien ne dit qu'elle ne se renouvellera pas dans un avenir proche.

Suite en page 3

Angoisse des ménages à l'approche du ramadhan

La frénésie des achats s'empare des esprits



Ph/E. Soraya/J. A.

Le ramadhan approche à grandes enjambées. Cette perspective est source de fortes préoccupations pour les petites bourses. En effet, certains s'affolent déjà : «Comment peut-on assumer les dépenses durant ce mois ?», se demandent-ils.

Page 2

Coronavirus

Moins de 100 contaminés en 24 heures

Page 2

Sadeg de Constantine

Près de deux milliards de DA de créances impayées détenues par les ménages

Page 16

Angoisse des ménages à l'approche du ramadhan

La frénésie des achats s'empare des esprits

■ Le ramadhan approche à grandes enjambées. Cette perspective est source de fortes préoccupations pour les petites bourses. En effet, certains s'affolent déjà : «Comment peut-on assumer les dépenses durant ce mois ?», se demandent-ils.

Par Meriem Benchaouia

A lors que d'autres tremblent de peur que le marché flambe, comme cela a toujours été le cas en pareille occasion. A moins de trois semaines, les préparatifs vont bon train et la frénésie de la consommation connaît son apogée. Ainsi, les ménagères se lancent dans une course contre la montre afin de se doter de tout ce qu'il faut pour la circonstance. Dans les marchés, dans les grandes surfaces tout comme dans les épiceries les plus modestes, ils sont nombreux à venir constituer leur stock d'épices, de thé, de fruits secs et autres ingrédients destinés à préparer les plats servis spécialement pendant ce mois sacré ainsi que les friandises qui les accompagnent traditionnellement. Les espaces commerciaux sont pratiquement pris d'assaut par la gent féminine, notamment dans les rayons des ustensiles de cuisine. Effectivement, les magasins spécialisés dans la vente de vaisselle ne désemploient pas ces derniers jours. Mais cette boulimie des achats est-elle fondée ou est-ce une habitude que les Algériens ont pris au fil des années ? Chez certains pères de famille, cette inquiétude est justifiée car si le ramadhan permet d'augmenter substantiellement le chiffre d'affaire des commerçants, il vide cependant le porte monnaie des ménages. Hélas, c'est aussi, pour quelques spéculateurs sans vergogne, le mois de tous les excès. Une flambée des prix que le consommateur averti a appris à appréhender à l'avance. «Les choses peuvent évoluer rapidement. On souffre déjà de la

flambée des prix des produits de première nécessité et qui dit ramadhan, dit flambée des prix. Les commerçants profitent de ce mois pour encore augmenter les prix. C'est pour cela que j'essaie de prendre mes dispositions autant que faire se peut», témoigne un père de famille. Il faut dire que les Algériens sont confrontés à ce problème récurrent de la flambée des prix des produits de première nécessité à chaque ramadhan. L'année passée, malgré «les mesures qui ont été prises», les prix des fruits et légumes mais aussi de la viande (rouge et blanche) ont enregistré une hausse vertigineuse. Ces produits de large consommation restaient inaccessibles à la grande majorité des citoyens. Une citoyenne approchée pour l'occasion a affirmé prévoir des dépenses s'échelonnant de 20 000 à 25 000 dinars pour préparer l'arrivée de ce mois. «Avec mes courses habituelles à l'avance quand c'est la bonne saison, je pense toujours à congeler certains aliments : légumes pour les soupes comme les petits pois écossés, tomates fraîches en coulis fait maison, etc.», explique-t-elle. «Et pour éviter de faire de longues queues dans les magasins pris d'assaut à cette époque, je mets de côté les denrées qui se conservent bien», a-t-elle ajouté. Et puis face à ces tentations, il y a surtout ceux qui sont pris dans une frénésie de dépenses. «Il est impensable de recevoir du monde dans un décor terne et sans originalité», explique Samia, fonctionnaire et mère de deux enfants. «Alors je change un rideau par ci, j'ajoute un tableau par là, je me fais plaisir et



Ph/E. Soraya/J. A.

je fais plaisir à mes invités». Elle a aussi besoin de renouveler son linge de maison, sa vaisselle, ainsi que les éléments de décoration. «Bien sûr, cela me coûte de l'argent, mais je ne pense pas être la seule», ajoute-t-elle. «Il n'y a qu'à voir la foule dans les magasins avant le ramadhan !». Le ramadhan, c'est aussi l'occasion de lancer de nouveaux produits sur le marché et de multiplier les campagnes publicitaires pour attirer des consommateurs, dans la mesure où les besoins des gens ont évolué. Malheureusement, cela pousse bien souvent de nombreux

consommateurs saisis par cette fièvre de dépenses du ramadhan à payer sans compter et à s'endetter. **M. B.**

Coronavirus

Moins de 100 contaminés en 24 heures

L'ALGÉRIE a enregistré 2 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit le même nombre qu'hier (2), portant à 3 055 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une forte baisse, avec 96 cas, soit 32 cas de moins par rapport au bilan d'hier (128), pour atteindre, au total, 116 066 cas confirmés. **R. N.**

RCD

Mohcine Belabbas ne sera pas candidat à sa propre succession

Le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Mohcine Belabbas, a annoncé, hier, qu'il ne sera pas candidat à sa propre succession à la tête du parti, à l'occasion du prochain congrès ordinaire.

«Pour ma part, pour mettre tous les militants au même niveau d'information et quels que soient les modes d'organisation que le congrès adoptera, il est de mon devoir d'annoncer aujourd'hui, devant notre instance dirigeante entre deux congrès, que je ne serais pas candidat à la direction du Parti lors de ce 6^e congrès», a-t-il déclaré à l'ouverture de la réunion du Conseil national du RCD.

«Moins de deux années nous séparent maintenant de l'organisation de notre 6^e congrès ordinaire», a rappelé M. Belabbas, ajoutant que «durant les mois à venir, nous devons réfléchir ensemble aux modifications que nous devons apporter à nos statuts, dans le sens de l'élargissement de notre base militante et pour impliquer le plus grand nombre dans la prise de décision à tous les niveaux pour ainsi consolider notre autonomie de décision». Nous devons aussi, a-t-il expliqué, «penser aux améliorations à introduire dans



notre projet en tenant compte des nouvelles réalités dans et qui entourent notre pays». Un premier temps, il s'agira de mettre en place des commissions

ouvertes pour entamer ce travail de réflexion et de prospective. Par la suite, il s'agira, a détaillé le président du RCD, d'installer une commission qui se charge-

ra de la supervision, du déroulement et du financement des pré congrès régionaux et du Congrès lui-même. «Pour capitaliser nos luttes dans ce congrès, nous devons lancer ce chantier incessamment», a-t-il souligné.

Sur un autre plan, Mohcine Belabbas a indiqué : «Notre combat s'inscrit résolument dans la sociale démocratie et nos militants immergés dans le tissu social sont en phase avec le peuple, ses attentes, ses priorités et ses ambitions». «C'est donc à nos militants et à nos électeurs que nous rendons des comptes», a-t-il affirmé. «Le RCD milite pour la construction d'un Etat de droit démocratique dans lequel les exclusions et les stigmatisations de toutes sortes n'ont pas de place. Nous sommes un Rassemblement et comme tout parti social-démocrate nous sommes convaincus par la réforme comme moyen de progrès, par le dialogue comme valeur civilisationnelle cardinale et par la négociation comme instrument de règlement et de dépassement des conflits sociaux et politiques», a-t-il indiqué dans son allocution.

Massi Salami

Un fer de lance pour la relance de l'économie

Djerad réaffirme le soutien de l'Etat aux start-up

■ Placés au cœur de la nouvelle stratégie économique nationale, le gouvernement compte énormément sur les jeunes entrepreneurs pour relancer l'économie du pays. «Notre pays a plus que jamais besoin d'entreprises créatrices de richesse et de plus-value et cela en captant toutes les compétences algériennes», a souligné le Premier ministre, réitérant l'intérêt que portent les autorités à la promotion des start-up pour la création d'une réelle valeur ajoutée.

Par Louisa Ait Ramdane

Président, hier, les travaux de la conférence régionale des start-up de l'Ouest du pays, «Oran Disrupt», par visioconférence, Djerad a indiqué que «nous avons décidé, dans le gouvernement, de soutenir les innovateurs, où ils se trouvent». Et le Premier ministre de poursuivre en déclarant que «notre pays a besoin aujourd'hui d'entreprises qui créent de la richesse et attirent les compétences diplômées de l'Université algérienne. Il a également besoin de ses compétences et de l'innovation, car c'est le seul moteur pour le développement économique dans toutes les régions du monde».

Pour encourager le développement de ces start-up, le Premier ministre a tenu à rappeler la démarche du gouvernement dans ce cadre, avec la mise en place d'un cadre juridique en faveur des start-up, notamment la création d'un fonds d'investissements des projets et plus de facilitations fiscales dans le cadre de la LF 2021, une solution au problème de financement, l'un des principaux obstacles à la création de start-up. «Le gouvernement avait mis en place une feuille de route claire pour passer rapidement à une économie basée sur la connaissance», a rappelé Djerad, soulignant la nécessité d'intensifier les efforts et d'impliquer tous les acteurs, basés en Algérie ou à l'étranger, pour atteindre cet objectif. «Notre économie a aujourd'hui besoin d'entreprises qui apportent une réelle valeur ajoutée et dépendent de la recherche et du développement

pour fournir des services et des produits innovants», a-t-il insisté. Dans le même sillage, il a noté que le développement de l'économie n'aura lieu qu'avec la participation de tous, soulignant qu'il n'y a pas de place dans l'économie mondiale d'aujourd'hui pour les pays qui n'innovent pas».

Evoquant le premier accélérateur des start-up déjà été lancé, le Premier ministre a annoncé la création prochaine d'annexes dans toutes les régions du pays, dans le but de «soutenir l'écosystème de l'innovation en Algérie».

Djerad a également exprimé l'espoir que les rencontres sur les start-up permettent l'implication du plus grand nombre d'universités, estimant que l'université est «un berceau d'idées innovantes et une source de compétences scientifiques et technologiques, et contribue sans aucun doute à l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs, de professeurs, d'ingénieurs et de chercheurs».

Pour conclure, Djerad a noté que l'organisation de la série de conférences régionales sur les start-up «démontre notre profond conviction de l'existence de talents algériens dans toutes les régions et dans chaque wilaya du pays». «Cette rencontre vient confirmer une fois de plus que le gouvernement accorde toute son attention aux entreprises émergentes», a-t-il dit, ajoutant : «Nous estimons que l'innovation est notre seule issue pour bâtir une économie moderne basée sur les capacités scientifiques de nos jeunes».

L. A. R.



Ph.D. R.

Présidence de la République Abdelmadjid Tebboune préside aujourd'hui une réunion du Conseil des ministres

LE PRÉSIDENT de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, préside aujourd'hui dimanche, une réunion du Conseil des ministres, indique hier un communiqué de la Présidence de la République. «Le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, présidera, dimanche 21 mars 2021, la réunion périodique du Conseil des ministres consacré à l'examen et l'adoption de plusieurs exposés relatifs aux préparatifs du mois sacré du ramadhan, aux élections législatives, à l'organisation territoriale du pays et à l'amendement du code des pensions militaires en sus des décrets présidentiels relatifs à la composante et à l'organisation du Conseil supérieur de la jeunesse, à l'Observatoire national de la société civile, outre l'organisation et la gestion de la Grande Mosquée d'Alger», lit-on dans le communiqué de la Présidence.

R. N.

Yazid Benaïcha :

Le Mouvement Ennahda participera aux prochaines législatives

Le secrétaire général du Mouvement Ennahda, Yazid Benaïcha, a annoncé, hier à Alger, la participation de sa formation politique aux élections législatives, prévues le 12 juin prochain, affirmant que le Mouvement «assumera sa responsabilité en tant qu'acteur politique dans l'instauration des fondements de l'Etat de droit». Dans une allocution à l'ouverture de la session extraordinaire du Conseil consultatif (Echoura) du parti, consacrée aux prochaines législatives, M. Benaïcha a estimé que «le choix électoral consacrant la volonté du peuple est le processus le plus sûr et le plus efficace», soulignant «l'impératif de réunir les garanties juridiques et un climat politique propice favorisant la concurrence politique en toute liberté, dans le cadre de l'égalité des chances et la non interférence des autorités, tous niveaux confondus, dans l'opération électorale». Formulant certaines observations relatives à l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), notamment «la non association des partis, le recours à la désignation pour sa composante, l'inobservation des règles générales en matière de séparation entre le

dispositif de contrôle et celui de gestion et de supervision», M. Benaïcha a estimé que les conditions d'élaboration des listes «manquent de réalisme et d'objectivité en ce qui concerne le principe de parité». A cette occasion M. Benaïcha a rendu hommage aux éléments de l'Armée nationale populaire, saluant son rôle dans «la protection des frontières et la lutte contre toute atteinte à la sécurité et la stabilité du pays».

Mouvement El Islah : Ghouini appelle à une «large» participation politique aux législatives

Le président du Mouvement El Islah, Filali Ghouini, a appelé, hier, à partir de Constantine, à une «large» participation politique aux prochaines élections législatives. Dans son allocution d'ouverture, lors d'un conseil de coordination régional tenu au centre culturel Abdelhamid-Benbadis au centre-ville de Constantine, M. Ghouini a mis l'accent sur «la nécessité de promouvoir une large participation politique au processus électoral, afin de bâtir une Algérie nouvelle et

une économie nationale forte». «Notre parti œuvre avec responsabilité dans le cadre de la légitimité constitutionnelle, avec pour but essentiel de répondre aux préoccupations des citoyens», a affirmé M. Ghouini, appelant les jeunes à jouer leur rôle durant cet événement politique important. Lors de cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre des préparatifs des prochaines élections législatives, le président du Mouvement El Islah a affirmé que «ce rendez-vous électoral est considéré comme un pilier important pour la construction et la stabilité des institutions de l'Etat», ajoutant que «la lutte contre la corruption constitue l'une des priorités du parti».

«Nous sommes toujours en première ligne pour défendre notre pays, à l'instar des chouhada qui se sont sacrifiés pour la patrie», a déclaré M. Ghouini qui a réitéré la volonté de son parti de continuer à déployer des efforts visant à garantir le développement des différentes régions de l'Algérie. Des rencontres régionales similaires ont été tenues auparavant au centre et à l'ouest du pays.

H. N.

LA QUESTION DU JOUR

Réconciliation turco-égyptienne, ce qu'il peut en découler

Suite de la page une

En Turquie, les premiers effets de ce rapprochement avec l'Egypte, lequel pourtant n'en est qu'à ses débuts, se fait déjà ressentir, avec le conseil donné aux médias égyptiens installés dans ce pays de modérer leurs critiques envers Le Caire. Comme on voit mal ce que ces journaux, radios et télévisions pourraient faire pour rendre ces attaques acceptables pour Le Caire, autrement dit compatibles avec l'objectif que s'est fixé Ankara de se réconcilier avec Le Caire, le plus probable est qu'ils ne vont pas tarder à recevoir l'ordre de mettre fin à leur activité. D'autant plus que c'est seulement à ce prix que l'ambassade turque au Caire sera autorisée à rouvrir. Il n'en reste pas moins que c'est en Libye que ce rapprochement sera le plus conséquent, puisqu'il devrait se traduire par le retrait des forces envoyées par la Turquie en appui au gouvernement d'union nationale, lequel d'ailleurs a cessé d'exister. La Libye et les Libyens en tireront sans doute le plus grand bénéfice. En Tunisie, la réconciliation en cours entre l'Egypte et la Turquie ne serait pas sans affaiblir Ennahda, et par contrecoup sans aider le président Saïed dans son dessein de réforme constitutionnelle. Tout ce qui tend à isoler Ennahda dans la région est pain béni pour lui. Celle-ci y comptait deux amis, le Qatar et la Turquie, très hostiles alors à l'Egypte, l'ennemi commun. Or voilà que le premier s'est déjà réconcilié avec l'Egypte et que l'autre ne demande qu'à faire de même. La réconciliation, comme tout dans ce bas monde, a un prix, qu'elle aurait sans doute à payer en même temps que les islamistes égyptiens exilés en Turquie. C'est à l'est de la Méditerranée que se trouve l'explication du changement de cap de la Turquie dont ses alliés arabes seraient les premiers à faire les frais. Appuyée en cela à la fois par les Européens et les Américains, les Grecs ont conçu le projet de s'arroger l'essentiel des ressources de la mer dans cette partie de la Méditerranée, pour ne lui laisser que des clopinettes. Lorsqu'elle a voulu se défendre contre l'appétit dévorant grec, avançant pour cela des arguments tout ce qu'il y a de plus probants, elle n'a trouvé personne en Occident pour reconnaître ses droits. Il ne lui restait plus qu'à se tourner vers l'Egypte, elle aussi concernée par ce partage, qui à sa différence est un acteur écouté, outre qu'au plus fort de leur désaccord, elle s'est montrée disposée à faire droit à ses doléances.

M. H.

Séisme de Béjaïa

Plus de 300 bâtisses affectées

■ Plus de 300 bâtisses, réunissant constructions individuelles et collectives et structures publiques, ont été affectées, à des degrés de gravités divers, par le séisme qui a frappé Béjaïa dans la nuit de mercredi à jeudi, selon un bilan non exhaustif de l'organisme de Contrôle technique de construction (CTC) dont les équipes poursuivent encore leur travaux de prospection et de classification.

Par Hacine H.

Les diverses secousses qui se sont succédées depuis 20h30, dont la plus importante d'une grande intensité (5.9 sur l'échelle Richter), ont violemment secoué certains quartiers, notamment ceux de la haute ville, familièrement appelée le «vieux Bougie», et mis à rude épreuve leurs constructions, comme ce fut le cas à la rue Fatima, non loin du mythique lycée Ibn Sina et de la poste centrale, qui ont été littéralement éventrées.

Celles qui ont résisté ont dû essuyer de graves dégâts, balayées ostensiblement par des fissures béantes et la disparition en ruine de leurs murs intérieurs ou façades.

Des images effrayantes et spectaculaires qui rendent compte de la puissance du tremblement de terre mais aussi de la stupeur des habitants des sites victimes, et qui assurément redoutaient depuis des décennies une éventuelle catastrophe.

Prévenants, fort heureusement, nombre d'entre eux ont dû, en effet, déserté les lieux et sauvé ainsi leur peau dès la première secousse. Et pour cause, la plupart des immeubles étaient vides au moment du passage de la grande secousse.

La précarité concerne tous les quartiers allant de la place Medjahed, jusqu'à Sidi-ouali, en passant par Bab-Elouz, Bab-El Fouka, Houma Karamane, et Amimoun, qui restent entière-

ment exposés. Quelques particuliers ont refait à neuf leurs maisons certes, mais la majorité, plus de 500 familles, faute de moyens, s'y ancrent encore, gardant l'espoir tout de même de se recaser ailleurs.

Le ministre de l'Intérieur et celui de l'Habitat, venus en mission d'évaluation et de solidarité jeudi matin, ont visité les lieux et promis sur le champ d'aider les habitants à dépasser leur calvaire, en soutenant l'option de leur délocalisation vers Oued Ghir où s'érige le nouveau pôle urbain de Béjaïa, conçu pour accueillir plus de 80 000 habitants.

Quelque 500 logements fin prêts leur seront rapidement dédiés, dira le ministre qui a instruit les autorités locales d'achever au plus vite les VRD déjà entamés et assurer les branchements en gaz et eau requis afin de permettre au attribuaire d'occuper dignement les lieux.

À l'évidence, la nouvelle a mis du baume aux cœurs, d'autant que c'est la première fois qu'une mesure concrète visant leur relogement est prise. Par le passé, une foule de commissions y sont passées, mais sans résultat.

«*Inchallah, cette fois-ci sera la bonne. Nous y croyons dur comme fer*», se réjouit Fateh, un septuagénaire, qui affirme résider dans la cité du plateau Amimoun depuis 52 ans, avec la peur au ventre de vivre un jour un drame.

Le séisme a frappé et fragilisé sans distinction toutes les constructions et bâtisses sou-



mises à l'érosion du temps ou aux prises avec des malfaçons de maçonnerie, y compris dans le secteur public. Selon la wilaya, pas moins de cinq mosquées et une vingtaine d'établissements scolaires ont été affectés et ont cessé leur activité séance tenante. De ce lot se dégage nettement le lycée El-Hammadia, qui accueille quelque 1 800 élèves, siège d'une forte dégradation et qui va devoir reporter sa reprise après les vacances de printemps, pré-

vue aujourd'hui.

Le ministre de l'Intérieur a donné un délai de rigueur de 10 jours pour remettre l'établissement sur pied et ré-accueillir ses pensionnaires dans les meilleures conditions.

Pour ce faire, un appel d'offres sera lancé en direction de 15 wilayas de l'Est pour venir prêter main-forte aux responsables du chantier.

Le cas vaut aussi pour les autres établissements, qui verront leur remise sur pied enta-

mée dès la fin des expertises. Leurs directeurs ont déjà établi les diagnostics y afférents autant que leurs besoins, et les travaux devront commencer en urgence avec l'hypothèse de l'engagement des entreprises à mobiliser à faire tourner leur chantier à une cadence de 24/24 heures.

Les dégâts ont été importants mais pas de l'ampleur redoutée au regard de la puissance du séisme, d'autant plus qu'il n'a pas fait de victimes humaines.

H. H.

Affaires religieuses

Lancement d'une formation au profit des imams détachés auprès de la Mosquée de Paris

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehti, a procédé à l'ouverture des travaux de la session de formation au profit des imams détachés auprès de la Mosquée de Paris (France), à l'Institut national de formation spécialisée dans les corps spéciaux de la gestion des Affaires religieuses et des Wakfs de la wilaya de Tlemcen.

Cette session de formation de deux jours concerne 61 imams et 3 mourchidate (guides religieuses, prédicatrices), issus de différentes wilayas, dans le but d'acquérir la manière d'encadrer les affaires religieuses en France par des cadres du ministère des Affaires religieuses et Wakfs, spécialisés dans la formation et le prêche religieux et les fetwas.

«*Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est tourné vers notre communauté à l'étranger en désignant un conseiller pour prendre en charge de manière exemplaire leurs affaires à l'étranger*», a souligné, vendredi soir, le ministre des Affaires religieuses et Wakfs,

Youcef Belmehti, à l'ouverture des travaux de cette session de formation.

«*Le gouvernement algérien a intégré, à son programme de travail, à travers le ministère des Affaires religieuses et Wakfs, des cycles de formation spécifiques pour prendre en charge la communauté algérienne résidente à l'étranger, à travers les imams et les mourchidate qualifiés pour être au service des musulmans d'ailleurs, en particulier les Algériens qui vivent à l'étranger*», a-t-il ajouté.

M. Belmehti a appelé, à cette occasion, les imams participant à cette session de formation, à faire preuve d'une conduite exemplaire avec cet impératif d'avoir le sens de la responsabilité, précisant que son ministère a réuni, à la faveur de cette rencontre, des encadreurs ayant la compétence et l'expérience suffisantes pour encadrer au mieux les imams détachés auprès du Conseil de Paris dans le domaine des relations internationales et tout ce qui sert les orientations algériennes en matière d'encadrement des affaires religieuses, de même que la pro-

tection de la communauté et la protection des communautés contre les idées extrémistes.

Le ministre a, en outre, souligné la nécessité de respecter les fondements de l'organisation de l'Etat d'accueil et qu'ils seront les meilleurs ambassadeurs à travers la préservation de l'acquis du «Tawhid» à l'intérieur de ces lieux de culte, soulignant que «*le commencement de la voie est la matière (module) de la formation dont ils bénéficieront durant cette session de formation, assurant qu'ils auront tout l'appui et l'accompagnement nécessaire par l'administration de la Mosquée de Paris et de l'ambassade algérienne*».

Par la même occasion, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs a salué les cadres et fonctionnaires de la Mosquée de Paris pour les efforts importants qu'ils fournissent et que cette distinction a eu beaucoup d'égard par les autorités françaises qui ont déclaré que «*le prêche, le meilleur, en France, le plus modéré, est celui des imams algériens*».

Lors de sa visite d'inspection dans la wilaya de Tlemcen, M. Belmehti a participé aux festivités célébrant le 59^e anniversaire de la fête de la Victoire et procédé à l'inauguration de la Mosquée «Saad Ben Abi Ouakas» avant de se rendre à la Mosquée «Abou Bakr Essedik», dans la commune de Maghnia, qui a bénéficié d'une opération de réhabilitation.

Le ministre a également visité l'Ecole coranique «Moussa Ibn Nassir», à haï «Ibn Tachfine», dans la commune de Tlemcen.

Au programme de la journée d'hier, s'inscrit une visite au mausolée «Sidi Boumediène», l'organisation d'une rencontre avec les cadres de la direction des Affaires religieuses et wakfs de la wilaya de Tlemcen, la remise de décisions de titularisation de personnes ayant été recrutées dans le cadre des contrats pré-emploi, ainsi que la clôture des travaux de la session de formation dédiée aux imams qui seront détachés auprès de la Mosquée de Paris.

Ali N.

Les recettes générées par les produits forestiers avoisinent 145 millions de dinars

■ Les recettes générées par les ventes des produits forestiers nationaux se sont établies à près de 145 millions de dinars en 2020, selon une responsable de la Direction générale des forêts (DGF).

Par Samia Y.

«**C**es revenus proviennent des produits ligneux (bois) et des produits forestiers non ligneux (PFNLs)», a indiqué M^{me} Khadra Achour, sous-directrice des biens et services des écosystèmes forestiers, dans un entretien à l'APS. Comme l'a expliqué M^{me} Achour, les PFNLs concernent tous les produits de forêts en dehors du bois tels le liège, l'alfa, le disse, la bruyère, le tannin, la caroube et les plantes aromatiques médicinales (romarin, thym) et les fruits sauvage. Il s'agit également de la terre végétale, l'argile, le sable, les pierres et tuf et le chrono de bois. «Outre leur importance économique, ces produits contribuent à l'amélioration du niveau de vie des populations rurales et constituent une source de revenus pour les riverains des forêts», a-t-elle fait valoir. A ce propos, elle a assuré que la DGF compte optimiser les revenus de ces produits de forte valeur ajoutée en encourageant les femmes et les jeunes à créer leurs propres micro-entreprises, d'autant que le dispositif actuel permet aux



investisseurs de lancer des activités locales autour des PFNLs. A ce titre, elle a cité le projet d'assistance technique entrepris par la DGF en partenariat avec la FAO pour accompagner des micro-entreprises forestières dans l'exploitation de trois produits forestiers non ligneux, à savoir le romarin, la caroube et le pin pignon. Ce projet, a-t-elle précisé, concerne quatre wilayas pilotes choisies par rapport à

leurs potentialités de production en ces ressources. Il s'agit de Blida pour l'exploitation du caroube, Constantine pour le pin pignon, Mostaganem pour le pin pignon aussi et le romarin et Khenchela pour le romarin. Pas moins de 40 micro-entreprises ont été créées dans ces wilayas pilotes dans le cadre de ce projet, a-t-elle indiqué, évoquant l'éventualité d'élargir cette approche de valorisation des

produits forestiers à d'autres wilayas.

Forêts récréatives : 77 projets attribués pour un montant de 23 milliards de dinars

Toujours dans le cadre du développement durable des forêts et leur apport à l'économie nationale, M^{me} Achour a évoqué l'ouverture du secteur forestier aux opérateurs nationaux privés pour l'investissement dans les forêts récréatives. «Actuellement, 77 forêts ont été attribuées aux privés à des fins récréatives pour une durée de 20 ans, qui peut être renouvelée à la demande du bénéficiaire», a-t-elle fait savoir, précisant que le montant global de l'investissement de ces 77 projets avoisine les 23 milliards de dinars. «Nous souhaiterions capter plus d'investisseurs pour atteindre 141 forêts récréatives au niveau de 35 wilayas», a-t-elle ajouté. Parmi les exigences imposées aux bénéficiaires dans le cahier des charges, figurent le respect des forêts et leur entretien, la protection des espèces végétales du périmètre à exploiter, l'ouverture de pistes pédestres facilitant l'accès à la

forêt, l'entretien régulier du site ainsi que le respect de la capacité d'accueil des lieux. Le directeur général de la DGF avait déjà déclaré à l'APS que l'ouverture du secteur forestier aux opérateurs privés pour créer leurs propres espaces forestiers est parmi les créneaux porteurs susceptibles d'accroître les surfaces des forêts. D'autant plus que la superficie forestière de l'Algérie est l'une des plus faibles d'Afrique avec 4,1 millions d'hectares. «Au-delà de leurs intérêts économiques, la réalisation de tels projets, notamment dans les zones désertiques, revêt une grande importance écologique», avait-il fait valoir, évoquant la lutte contre l'érosion des sols et le changement climatique. S. Y.

Afrique La BAD exécute son premier emprunt obligataire de référence de 2021

LA BANQUE africaine de développement (BAD) a annoncé, dans un communiqué, l'exécution de premier emprunt obligataire de référence de l'année 2021 pour un montant de 2,5 milliards dollars avec une échéance le 23 mars 2026. «La BAD, notée AAA par les agences de notation internationales (Moody's, S&P Fitch, Japan Credit Rating, perspective stable), a exécuté le premier emprunt obligataire de référence de l'année 2021 pour un montant de USD 2,5 milliards avec une échéance le 23 mars 2026», a précisé la même source sur son site web.

Cette nouvelle transaction représente l'obligation de référence à 5 ans de la BAD la plus importante, avec le carnet d'ordres le plus important réalisé pour une obligation de référence à 5 ans, souligne le communiqué. «Avec un carnet d'ordres atteignant 3,6 dollars milliards (excluant les intérêts des chefs de file) et la participation de 72 investisseurs, le succès de cette transaction est un vote de confiance de la part des investisseurs dans le crédit AAA de la BAD», note l'Institution financière africaine. Selon la même source, les gestions d'actifs et les trésoreries de banques ont largement contribué à la dynamique de l'opération et à son succès, illustrant un partenariat solide avec la BAD. «Cette transaction illustre la diversité et la qualité de la base d'investisseurs de la BAD, avec une répartition bien diversifiée par zone géographique et type d'investisseurs», conclut le communiqué de la Banque africaine. Nabila T.

Industrie

Mohamed Bacha reçoit les responsables d'organismes relevant de son secteur

Le ministre de l'Industrie, Mohamed Bacha, a présidé, hier à Alger, une réunion avec les responsables des organismes chargés de la qualité et de l'accompagnement des entreprises, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Une quinzaine d'institutions et d'organismes, activant dans la normalisation, l'accréditation, l'appui et l'accompagnement des entreprises industrielles et des PME, ont pris part à cette rencontre, tenue en présence

des cadres du ministère, fait savoir la même source. «La réunion a été une occasion de rappeler l'importance et le rôle de ces organismes et institutions dans la relance économique et dans la nouvelle politique industrielle, dans une conjoncture économique difficile», souligne le communiqué. Dans ce cadre, M. Bacha a appelé «à une mobilisation de toutes les ressources et à une conjugaison de tous les efforts pour une accélération des réformes et de la restructuration

de l'économie nationale». Il a également insisté, à cet égard, sur l'amélioration de la qualité de la production industrielle nationale et de la compétitivité à travers le développement des capacités nationales en matière de normes et de laboratoires de contrôle industriels et l'appui au processus d'accréditation aux organismes d'évaluation de la conformité et de certification des entreprises.

De plus, le ministre a mis l'accent sur l'urgence de la simplifi-

cation des procédures administratives pour une meilleure qualité de prestation de services et une prise en charge efficace des opérateurs économiques. Pour ce faire, a-t-il estimé, «un renforcement des systèmes d'information et une meilleure gestion des bases de données sont nécessaires, ainsi que le renforcement des infrastructures d'appui au développement de la compétitivité industrielle et à la formation d'une ressource humaine qualifiée». Saïd H.

Pour faire face à une inflation croissante

La Banque centrale de Russie augmente son taux directeur

La Banque centrale de Russie a augmenté son taux directeur de 0,25 point à 4,50 %, sa première hausse depuis fin 2018, le pays étant confronté à une accélération de l'inflation notamment sur les produits alimentaires. «La reprise rapide de la demande et des pressions inflationnistes élevées demandent un retour à une politique monétaire neutre», a indiqué la Banque de Russie dans un communiqué, laissant entendre que d'autres augmentations pourraient suivre. Cette annonce vient clore un cycle de baisses du taux jusqu'à

un minimum historique pour faire face à la pandémie de Covid-19. La Russie est confrontée depuis plusieurs mois à une accélération de l'inflation, à 5,7 % sur un an en février. L'inflation est tirée vers le haut par une augmentation fulgurante des prix de l'alimentaire, mettant sous pression l'exécutif russe et forçant Vladimir Poutine à intervenir en décembre en ordonnant des contrôles des prix. Ces mesures n'ont cependant eu qu'un effet très limité sur la montée de l'inflation. Cette dernière est due dans le monde entier à une hausse des prix des

matières premières provoquée par les espoirs de reprise économique après la pandémie, mais aussi par une météo défavorable et des chaînes d'approvisionnement fragilisées par la crise du coronavirus. La Banque de Russie prévoit désormais que l'inflation culminera au mois de mars, avant de redescendre ultérieurement. Son objectif reste une inflation à 4 %, qu'elle prévoit désormais atteindre au premier semestre 2022. Ce resserrement de la politique monétaire a pris les analystes de court, la plupart des derniers ne prévoyant une

hausse qu'à partir d'avril. «Il semble que le régulateur ait été pris par surprise, l'augmentation (du taux) survenant malgré l'absence d'un signal clair d'un resserrement à venir lors de la réunion précédente de la Banque centrale», a commenté sur Twitter l'économiste Tatiana Evdokimova. «Le rythme de la reprise économique est plus important que prévu. (...) De plus en plus d'entreprises rapportent que leur taux de production a retrouvé son niveau pré-pandémie», remarque, par ailleurs, la Banque de Russie. R. E.

«Arlequin, valet des deux maîtres» au TNA

De la Commedia dell'arte au théâtre d'El Halqa

■ La quatorzième édition du Festival national du théâtre professionnel d'Alger est marquée par des représentations de haut niveau. Le public, qui a apprécié dès le premier jour les prestations des participants, vient chaque jour en masse pour assister aux spectacles.



Ph.D.R.

Par Abla Selles

Vendredi, la pièce de théâtre «Arlequin, valet des deux maîtres», comédie populaire italienne du XVII^e siècle, revisitée et mise à jour dans une adaptation

libre aux contours du théâtre d'El Halqa, a été présentée dans le respect des mesures d'hygiène sanitaire liées à la pandémie de Covid-19.

Durant 80 mn, le public du Théâtre national a savouré tous les moments du spectacle, entré

en compétition du 14^e Festival national du théâtre professionnel. Mis en scène par Ziani Cherif Ayad, sur une dramaturgie de Mohamed Bourahla tirée de la traduction du texte original de Carlo Goldoni, réalisée en 1993 par le regretté dramaturge et

comédien Abdelkader Alloula, «Arlequin, valet des deux maîtres» est une fusion des genres qui a englobé plusieurs registres de théâtre. N'ayant gardé que les événements de l'histoire originelle, les comédiens, dans des accoutrements variés, ont brillamment déplacé le repère spatio-temporel de la trame, vers les temps et lieux actuels, s'imprégnant de la richesse du patrimoine oral et culturel de l'ouest algérien.

Arlequin dans la halqa, une combinaison réussie à la créativité singulière, qui a donné libre cours à des artistes, bien inspirés, évoluant dans un jeu de rôles libre et spontané, dans la technique du «théâtre dans le théâtre», se substituant parfois au public, dans un spectacle comique et burlesque.

La scénographie signée par le grand Arezki Larbi, qui a consisté en une grande scène arrondie délimitant le repère spatial de la trame, entourée de quelques sièges de fortune, a été un élément dramaturgique déterminant dans l'orientation de la conception du spectacle, également

soutenu par un éclairage judicieux aux atmosphères feutrées.

La bande son, faite d'extraits et de thèmes musicaux renvoyant au patrimoine de l'ouest algérien, a été rendue en temps réel par le duo Sensabil Baghdadi au oud et au violon et Youcef Gouasmi à la percussion.

Dans un bel hommage à Abdelkader Alloula qui «perpétue son esprit», le méta théâtre et la fusion de deux genres de théâtres de rue ont permis de rendre une histoire universelle connue de tous dans «une forme locale bien de chez nous».

Fille unique de Pantalon (Djahid Dine El Hennani), un riche marchand vénitien, Clarisse (Amina Belhocine) vit les derniers arrangements en vue de son mariage avec Silvio (Amine Rara), fils du docteur Lombardi (El Hani Mahfoud), lorsqu'intervient Arlequin (Mustapha Merabia) pour annoncer la visite de son nouveau maître Federigo Rasponi, premier fiancé de Clarisse, pourtant supposé mort à Turin, assassiné dans une embuscade.

A. S.

«Fahla», 1^{er} roman de Rabah Sebaa

Une belle œuvre en langue dialectale

Le roman «Fahla», de Rabah Sebaa, est une œuvre écrite en arabe dialectale (daridja), avec une transcription latine, a-t-on appris, jeudi, de l'auteur.

Ce roman, édité par les éditions Frantz-Fanon, traite du sort d'une société ternie dans de fausses valeurs religieuses érigées en dogme, où tout commence dans un cimetière, le jour de l'enterrement d'un poète «El-Goual», qui n'ayant pas le droit d'entrer au cimetière, des femmes lancent une révolution contre la marginalisation, l'oppression et la violence, a-t-il expliqué.

«Fahla, est le nom du personnage principal du roman mais également une métaphore pour désigner (blad Fahla), un pays qui a su résister à toutes les agressions et qui est un symbole de résistance», poursuit M. Sebaa.

Au sujet de cette œuvre littéraire, Rabah Sebaa a indiqué à la presse : «Je préfère l'usage de la langue algérienne à celui de daridja qui est une mauvaise traduction de la notion de dialecte et qui charrie une forte péjoration».

«La langue algérienne n'est pas un dialecte mais une langue à part entière avec sa grammaire, sa syntaxe, sa sémantique

et sa personnalité linguistique», a-t-il ajouté. «Il existe en Algérie une littérature d'expression arabe et une littérature d'expression française, il faut à présent ouvrir la voie à une littérature d'expression algérienne, cela va sans doute enrichir notre patrimoine linguistique et notre culture nationale», estime M. Sebaa.

«Cette vision peut parfaitement s'intégrer dans un programme éducatif, et l'Unesco conseille fortement l'intégration des langues natives dans les programmes scolaires», souligne cet universitaire, signalant que «des études scientifiques sérieuses ont montré que les langues de

socialisation sont fondamentales dans le développement de la personnalité de l'enfant».

«Une littérature d'expression algérienne s'inscrit dans cette perspective», a-t-il fait savoir encore.

Professeur en anthropologie linguistique, Rabah Sebaa a publié plusieurs essais, dont «L'Algérie et la langue française ou l'altérité en partage», «L'arabisation dans les sciences sociales : le cas de l'Algérie», en plus d'articles dans la presse nationale sur différents thèmes et sujets de société et culturels.

F. H.

Malgré le Covid-19

Les Oscars seront remis de main à main

Pas de remerciements émus via Zoom, pas de jean ou de pyjama : malgré la pandémie qui a bouleversé son calendrier habituel, la cérémonie de remise des Oscars aura lieu le 25 avril en chair et en os et la tenue de soirée restera de rigueur, tout comme les précautions sanitaires.

La soirée des Oscars sera dirigée pour la sixième fois par Glenn Weiss, un expert reconnu de ce genre d'événements, avec à la production Steven Soderbergh, réalisateur du film «Contagion», a annoncé vendredi l'Académie des arts et sciences du cinéma qui décerne les prestigieuses récompenses

cinématographiques. «Notre plan c'est que cette année, les Oscars ressemblent à un film, pas à un spectacle télévisé», ont annoncé Soderbergh et les autres producteurs dans un communiqué, se félicitant des idées apportées par Glenn Weiss pour y parvenir.

David Rubin, le président de l'Académie, a annoncé cette semaine que la cérémonie se déroulerait non seulement dans la traditionnelle salle du Dolby Theatre, au cœur d'Hollywood, mais aussi dans une gare ferroviaire historique du centre de Los Angeles, à une douzaine de kilomètres de là.

On ignore encore les détails

mais la célèbre Union Station, réputée pour son architecture de style colonial espagnol, doit permettre au parterre de stars de participer à la soirée de gala tout en respectant les distances de sécurité de rigueur avec le coronavirus. Une lettre a également été envoyée à tous les candidats pour les informer qu'ils devraient être physiquement présents s'ils souhaitaient recevoir leur trophée. Il leur sera impossible de participer à la cérémonie virtuellement, comme ce fut le cas pour la cérémonie des Golden Globes fin février, qui a enregistré une audience catastrophique.

«Nous faisons le maximum pour offrir une soirée agréable et

sûre à tous ceux qui seront physiquement présents, ainsi que pour les millions de fans de cinéma dans le monde, et nous avons l'impression que faire ça virtuellement irait dans le sens contraire», écrivent les producteurs. Appelant tous les invités à faire le déplacement à la gare Union Station pour «un événement intime», ils assurent les stars qu'un dispositif de test de dépistage au Covid-19 sera déployé sur place afin de garantir des résultats «dans la minute».

La cérémonie des Oscars semble ainsi s'inspirer de celle des Grammy Awards, organisée avec succès dimanche à Los Angeles entre scène couverte et

plateau de remise des prix à ciel ouvert situé à proximité.

Les organisateurs ne semblent en revanche pas avoir été conquis par les Golden Globes et les vedettes qui recevaient leur statuette à domicile, en survêtement ou en pyjama. «La tenue de soirée est très cool si vous voulez venir, mais pas la tenue décontractée», insistent les producteurs.

La soirée des Oscars a été reportée de huit semaines en raison de la pandémie de coronavirus qui a provoqué la fermeture des cinémas et totalement bouleversé le calendrier des grands studios hollywoodiens.

M. K.



Birmanie

Les manifestants pro-démocratie se battent «jusqu'au bout» contre la junte

■ Des manifestants pro-démocratie défilent sous la bannière du «paon combattant» hier en Birmanie, prêts à résister «jusqu'au bout» à la répression meurtrière de la junte, condamnée par les pays occidentaux mais aussi par ses voisins asiatiques.

Par Mourad M.

Près de 240 civils sont morts depuis le coup d'État militaire du 1^{er} février qui a renversé Aung San Suu Kyi. Le bilan pourrait être beaucoup plus lourd : des centaines de personnes arrêtées ces dernières semaines sont portées disparues.

Malgré cela, la mobilisation continue

«Le mouvement pro-démocratie maintient la junte dans l'incapacité d'exercer le pouvoir politique et administratif», relève l'Association d'assistance aux prisonniers politiques (AAPP).

Des médecins, enseignants, employés de banques ou des chemins de fer, sont toujours en grève, paralysant une partie de la fragile économie du pays.

De nouveaux rassemblements ont été organisés hier comme à Mandalay (centre). Regroupés derrière des barricades de sacs de sable, les protestataires ont brandi une bannière noire, signée : «Le paon combattant», un symbole utilisé lors du soulèvement populaire de 1988, puis par le parti d'Aung San Suu Kyi, la Ligue nationale pour la démocratie (LND). A 170 kilomètres de là, dans la ville de Kyaukse, les manifestants ont pris position derrière des boucliers décorés du salut à trois

doigts, en geste de résistance. «Qui a dit que nous devons abandonner à cause des armes de la junte ? Nous sommes nés pour la victoire», a tweeté Ei Thinzar Maung, un des leaders de la contestation. «Nous nous battons jusqu'au bout», a écrit un autre protestataire. «On fera tomber cette dictature». Mais les foules sont moins nombreuses, beaucoup de Birmans restent terrés chez eux par peur des représailles. Une personne a été tuée dans la nuit par les forces de sécurité dans la ville minière de Mogok (nord) et deux grièvement blessées, a-t-on appris auprès d'un securoriste. A Rangoun, la situation demeure très tendue et les deux millions d'habitants de la capitale économique sont soumis à la loi martiale. Certains quartiers ont sombré dans le chaos, avec des manifestants lançant des projectiles et des cocktails Molotov sur l'armée et la police, qui tirent à balles réelles. «Les fusillades augmentent de jour en jour», déplore l'AAPP. Militaires et policiers «pillent et détruisent quotidiennement des propriétés publiques et privées».

Sollicitée, l'armée n'a pas répondu aux requêtes de l'AFP

De nombreux habitants ont quitté la ville ces derniers jours, entassant leurs affaires à l'arrière des voitures, de tuk-tuks ou sur des deux-roues pour rejoindre leur région d'origine.

D'autres Birmans ont fui en Inde et la Thaïlande se prépare à accueillir un afflux de réfugiés.



La Birmanie se referme chaque jour davantage. Les connexions internet mobiles restent coupées et seuls les journaux d'État sont disponibles.

Les arrestations se poursuivent, notamment chez les grévistes, les membres de la LND et les journalistes. Un correspondant birman du service local de la BBC, Aung Thura, a été arrêté vendredi par des hommes non identifiés. Plus de 30 journalistes ont été interpellés depuis le putsch, dont un photographe de l'agence de presse américaine Associated Press. «Le meurtre de manifestants pacifiques et les arrestations arbitraires, y compris de journalistes, sont tout à fait inacceptables», a tweeté hier le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. «Une réponse internationale ferme et unifiée est nécessaire de toute urgence».

Mais les généraux continuent de faire la sourde oreille aux multiples condamnations internationales. L'Union européenne doit sanctionner demain onze officiers birmans impliqués dans la répression, selon des sources

diplomatiques. Bruxelles finalise aussi des mesures coercitives visant les intérêts économiques des membres de la junte. Des pays de l'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) – qui a habituellement comme règle de ne pas interférer dans les affaires d'un État membre – élèvent aussi la voix. Le Président indonésien, Joko Widodo, va demander au sultanat de Brunei, qui préside l'Asean cette année, d'organiser une réunion d'urgence. «L'Indonésie demande instamment que le recours à la violence cesse (...) La sécurité et la prospérité de la population doivent devenir la priorité absolue», a-t-il relevé. La Malaisie et la communauté de l'Asean dans son ensemble ne peuvent se permettre de voir «notre nation frère devenir si déstabilisée aux mains de quelques personnes qui cherchent à promouvoir leurs propres intérêts», a commenté le Premier ministre malaisien, Muhyiddin Yassin. Aung San Suu Kyi, 75 ans, est mise au secret par l'armée depuis 48 jours. M. M.



Commentaire

Démission

Par Fouzia Mahmoudi

Le début des ennuis de Donald Trump avait vraiment commencé en 2016, lorsqu'il a annoncé sa volonté de rompre avec la stratégie diplomatique américaine menée depuis plus de dix ans envers la Russie de Vladimir Poutine. Les démocrates avaient alors sauté sur l'occasion pour accuser Trump de toutes sortes de collusions avec le Kremlin et d'avoir été propulsé à la Maison-Blanche par le FSB. Avec le retour des démocrates au pouvoir, la haine anti-russe est également de retour dans la stratégie américaine, le Président Biden n'hésitant pas, il y a une semaine, à traiter Vladimir Poutine de «tueur». Un excès de langage qui a sans surprise fait Barack Obama, tout en proposant au président américain de prendre part dans les prochains jours à un entretien par visioconférence diffusé en direct. Alors que les relations entre Washington et Moscou se sont détériorées à un plus bas inédit depuis la Guerre froide, Vladimir Poutine a répondu aux propos du Président américain Joe Biden : «C'est celui qui le dit qui l'est !», a lâché le Président russe à la télévision russe. «Ce n'est pas juste une expression enfantine (...), nous voyons toujours en l'autre nos propres caractéristiques». Au cours d'un entretien mercredi à la chaîne ABC News, Joe Biden a répondu «oui» à la question de savoir s'il pensait que Vladimir Poutine était un tueur, ajoutant que le dirigeant russe était dépourvu d'âme. Cette déclaration avait poussé la Russie à rappeler son ambassadeur en poste à Washington. «Je veux proposer au Président Biden de poursuivre notre discussion, mais à la condition que nous le faisons en direct, sur Internet, sans décalage et de manière ouverte et directe», a dit le Président russe. À Washington, la porte-parole de la Maison-Blanche a dit que Joe Biden ne regrettait pas ses propos. Jen Psaki a esquivé une question sur la demande de Vladimir Poutine d'un nouvel entretien dans l'immédiat. «Le Président a déjà eu un entretien avec le Président Poutine, alors qu'il y a d'autres dirigeants mondiaux avec lesquels il n'a pas encore échangé», a-t-elle dit. Les États-Unis s'approprient à imposer un nouveau train de sanctions contre la Russie, à la suite de la publication d'un rapport des services américains du renseignement selon lequel Moscou a tenté d'interférer dans l'élection présidentielle américaine de novembre dernier. En amont de la prise de parole de Vladimir Poutine, le porte-parole du Kremlin a déclaré que les propos de Joe Biden montraient que celui-ci n'avait aucunement envie de rétablir les liens avec Moscou, qui se sont distendus à cause de plusieurs points de contentieux, Ukraine, Syrie, emprisonnement de l'opposant russe Alexeï Navalny. Dmitri Peskov a ajouté que la Russie allait réévaluer son approche des relations avec Washington, citant le caractère selon lui inédit des propos de Joe Biden. Le vice-président de la chambre haute du Parlement russe, Constantin Kosatchiov, a jugé les commentaires de Joe Biden «inacceptables» et déclaré que le rappel par Moscou de son ambassadeur était la seule mesure raisonnable à prendre dans ces circonstances. «Je soupçonne que ce ne sera pas la dernière (mesure) si aucune explication ou excuse ne suit du côté américain», a-t-il déclaré sur Facebook. Reste à voir si la nouvelle administration américaine est décidée d'ores et déjà à déclarer la guerre au Kremlin ou si l'on assistera à un rétropédalage pour éviter de commencer le mandat de Joe Biden, qui a tant de dossiers urgents à traiter, avec un conflit avec la Russie. F. M.

Chine

Discussions américano-chinoises «dures» mais «constructives»

Les États-Unis de Joe Biden et la Chine ont conclu vendredi deux jours de discussions «dures» mais «constructives» qui ont donné lieu au déballeage inédit de leurs profonds désaccords, à l'image de la confrontation sans merci entre les deux premières puissances mondiales.

«Nous nous attendions à avoir des discussions dures et directes sur de nombreux sujets, et c'est exactement qui s'est passé», a déclaré le conseiller présidentiel américain, Jake Sullivan.

Malgré les tensions, «nous avons aussi été en mesure d'avoir une conversation très franche», a renchéri le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, évoquant même des intérêts convergents «sur l'Iran, la Corée du Nord, l'Afghanistan et le climat».

Sans nier des «divergences importantes», le plus haut responsable du Parti communiste

chinois pour la diplomatie, Yang Jiechi, a également salué des discussions «franches, constructives et utiles».

C'était le premier face-à-face depuis l'élection du nouveau Président américain. Joe Biden s'est dit vendredi «fier» de son secrétaire d'État, qui a tenu tête à ses homologues chinois dans la ville d'Anchorage, en Alaska.

La veille, dans des discours d'ouverture fort peu diplomatiques, les deux camps avaient mis en scène, comme rarement auparavant, le fossé qui les sépare. S'émancipant d'un protocole millimétré, les diplomates ont repris tour à tour la parole pour tenter d'avoir le dernier mot, rendant coup sur coup aux attaques d'une rare virulence venues d'en face.

C'est Antony Blinken qui a accusé d'«embellie Pékin de «menacer la stabilité mondiale». Et d'énumérer les «profondes inquiétudes» de Washington s'agissant du «génocide» imputé

aux autorités chinoises contre les musulmans ouïghours, mais aussi «de Hong Kong, de Taïwan, des cyberattaques contre les États-Unis et de la coercition économique contre nos alliés».

Piqué au vif, Yang Jiechi a dit sa «forte opposition à ces ingérences américaines dans les affaires intérieures de la Chine», menaçant de représailles «fermes». Puis, il s'est lancé dans un long réquisitoire contre les États-Unis, accusés notamment d'être des «champions» en matière de cyberattaques.

Il a invité le pays adverse à faire d'abord le ménage chez lui, critiquant la «démocratie américaine» que Washington veut «imposer» dans le monde mais en laquelle même les Américains n'auraient plus «confiance», et invoquant le mouvement antiraciste «Black Lives Matter» pour dénoncer le bilan de la première puissance mondiale en matière de droits humains.

Covid-19

La Tunisie franchit la barre des 8 500 décès

■ Le ministère de la Santé a annoncé, vendredi dans la soirée, avoir détecté 841 nouveaux cas positifs au Covid-19 durant les dernières 24 heures, suite à 5 653 analyses virologiques.

Ph. > D. R.



Par Moncef G.

Selon la même source, le bilan épidémiologique de ces dernières 24 heures fait état de 16 décès dus au nouveau coronavirus.

En tout, depuis l'apparition du

premier cas importé (2 mars 2020), la Tunisie totalise 244 776 cas confirmés de Covid-19 et franchit le cap de 8 500 décès (soit précisément 8 506 décès).

Jusqu'à présent, quelque 211 561 Tunisiens sont rétablis de la contamination par le Covid-19, alors que 1 025 autres sont

encore hospitalisés, dont 260 en soins intensifs et 89 sous respiration artificielle.

Après le processus de vaccination du personnel de la santé et des cadres médicaux et paramédicaux, démarré samedi dernier, la vaccination des personnes âgées contre le Covid-19

(inscrites sur la plateforme Evax) démarre le 1^{er} avril 2021, a déclaré ce vendredi dans la presse locale Ines Ayadi, conseillère auprès du ministre tunisien de la Santé.

La responsable tunisienne a insisté sur le fait que la priorité sera accordée aux personnes de plus de 75 ans puis à celles de plus de 60 ans, tout en appuyant que tous les efforts sont déployés pour accélérer la campagne nationale de vaccination, qui se poursuivra durant le mois de ramadhan (prévu cette année à la mi-avril).

Les centres de vaccination sont ouverts toute la semaine de 8h00 jusqu'à 17h00 (...) la campagne nationale de vaccination implique 25 centres, soit un centre par province et un centre à l'île de Djerba (sud-est).

444 nouveaux cas en 24h au Maroc

Un total de 444 nouveaux cas d'infection au coronavirus et de

507 guérisons a été enregistré au cours des dernières 24 heures au Maroc, a annoncé, vendredi, le ministère de la Santé.

Le nombre des personnes vaccinées à ce jour (dose 1) a atteint 4 258 813, alors que 2 352 348 ont reçu la deuxième dose du vaccin, précise le ministère dans son bulletin quotidien sur la situation du Covid-19.

Ce nouveau bilan porte à 491 019 le nombre total des contaminations depuis le premier cas signalé en mars 2020. Le nombre des personnes rétablies est passé à 478 386, soit un taux de guérison de 97,4 %, précise le ministère.

Quant au nombre total des décès, il est passé à 8 755 avec 7 cas recensés en 24 heures, soit un taux de létalité de 1,8 %.

Le nombre des cas actifs s'élève à 3 878, alors que les cas sévères ou critiques sont au nombre de 401, dont 25 placés sous intubation. **M. G.**

«Libérez Maâti Monjib»

RSF manifeste devant l'ambassade du Maroc à Paris

L'ONG Reporters sans frontières a réclamé vendredi la libération «urgente» du journaliste et historien Maâti Monjib, incarcéré au Maroc depuis trois mois et en grève de la faim depuis le 4 mars, lors d'une action symbolique devant l'ambassade du Maroc à Paris. Une dizaine de personnes s'étaient ainsi rassemblées à la mi-journée dans le XVI^e arrondissement, brandissant 16 panneaux au «16^e jour de la grève de la faim» entamée par l'intellectuel franco-marocain pour dénoncer «son arrestation abusive» fin 2020.

«Jour 1 : Spasmes gastriques», «Jour 6 : céphalées», «Jour 16 : délirés»...

Chaque panneau représente chaque «étape d'une mise en danger de plus en plus grande», a expliqué le secrétaire

général de RSF, Christophe Deloire.

Maâti Monjib, 59 ans selon les précisions de son épouse Christiane Dardé-Monjib, «commence à être très fatigué», a indiqué cette dernière, «inquiète pour sa santé». D'autant qu'il «est diabétique et souffre d'une arythmie cardiaque».

«Je ne comprends pas le silence des autorités françaises», a-t-elle déploré, comme le comité français de soutien à son époux.

«Il y a urgence», a ajouté M. Deloire, dénonçant une «incarcération arbitraire au terme d'une procédure absolument inique». Le ministère français des Affaires étrangères, à qui RSF a demandé de «se mobiliser avant qu'il ne soit trop tard», a rappelé suivre «avec une grande attention» la situation de Monjib. «Notre poste à

Rabat est en contact avec sa famille et nous nous tenons prêts, si M. Monjib le souhaite, à lui apporter notre protection consulaire», a ajouté la porte-parole du Quai d'Orsay.

Militant des droits humains, le journaliste est détenu dans la prison d'El Arjat, près de Rabat. Il a été arrêté le 29 décembre dans une enquête pour «blanchiment de capitaux», des faits qu'il conteste.

Cet opposant a parallèlement été condamné à un an de prison le 27 janvier pour «fraude et atteinte à la sécurité de l'Etat» au terme d'un procès ouvert en 2015. Celui-ci concernait des accusations de malversations dans la gestion d'un centre qu'il avait créé pour promouvoir notamment le journalisme d'investigation.

Ses avocats et son comité de soutien se sont indignés que le jugement ait été rendu en son absence, sans convocation de sa défense, quand les autorités judiciaires marocaines affirment qu'il a bénéficié d'un «procès équitable».

«Le Royaume du Maroc est 133^e sur 180 pays au classement de la liberté de la presse de RSF, cinq journalistes y étant détenus pour des motifs abusifs», a rappelé M. Deloire.

Citoyen français, M. Monjib a porté plainte la semaine dernière à Paris pour détention arbitraire.

En 2015 déjà, «interdit de quitter le territoire marocain, il avait cessé de s'alimenter pendant une vingtaine de jours, obtenant la levée de cette interdiction», rappelle RSF. **H. N.**

Malgré l'intense lobbying marocain

Le CPS prend une décision favorable au Sahara occidental

L'a Commission de l'Union africaine (UA) a rendu public, jeudi, la décision prise par les chefs d'Etat africains au sujet du Sahara occidental, en dépit d'un intense lobbying et d'une féroce campagne médiatique menés par Rabat, visant à faire croire à l'échec de la réunion tenue le 9 mars par le Conseil de la paix et de la sécurité de l'Union africaine, consacrée, en partie, à la question sahraouie.

La décision du CPS remet la question sahraouie dans son véritable contexte de décolonisation, en insistant sur le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination ainsi que sur la responsabilité de l'organisation continentale.

Ni les contrevérités diffusées par la presse marocaine, ni les méthodes connues de la délégation du Maroc à l'UA, n'ont réussi

à empêcher la diffusion de cette décision très favorable à la cause sahraouie.

L'organe décisionnel de l'organisation africaine prévoit également une série de mesures pour la réactivation du rôle de l'UA, notamment à travers la mobilisation du CPS, la réouverture du Bureau de l'UA à Laâyoune occupée, l'organisation d'une visite sur le terrain, le mandat octroyé à l'Envoyé de l'UA qui est appelé à reprendre d'urgence son engagement auprès des parties en conflit.

Il rappelle, en outre, aux Nations unies l'impératif d'expédier le processus de désignation d'un envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU et de remettre sur les rails le processus de règlement sur des bases crédibles.

Il a été aussi décidé que «le Conseil de paix et de sécurité

s'acquiesce de son mandat sur le conflit du Sahara occidental, conformément aux dispositions pertinentes du Protocole et aux décisions pertinentes de la Conférence, en examinant la situation au Sahara occidental le cas échéant, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, y compris en recevant des informations de la Troïka de l'UA».

Se déclarant «préoccupé» par l'impasse persistante dans laquelle se trouve le processus politique engagé sous les auspices des Nations unies, le CPS a tenu à rappeler que le plan de paix onusien devait «parvenir à une solution politique mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental».

Ainsi, une fois de plus, la diplomatie sahraouie prend le pas sur le lobbying mené par le Maroc auprès de certains res-

ponsables africains, et sur les contrevérités manifestes diffusées par la presse marocaine afin d'empêcher la tenue de la réunion du CPS et ses manœuvres pour que le quorum ne soit pas atteint.

Le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a tenu, le 9 mars dernier, une réunion au niveau des chefs d'Etat et de gouvernements consacrée à l'examen du conflit au Sahara occidental.

Dans les jours précédant la réunion du CPS, le Maroc a mené d'intenses actions de lobbying auprès des responsables kenyans et africains afin de l'annuler.

Des médias kenyans ont dévoilé des aspects des manœuvres cachées de la diplomatie marocaine qui a tenté d'exercer une pression notamment sur le chef du mouvement démocrate orange (ODM), le

Kenyan Raila Odinga qui est actuellement le Haut représentant de l'Union africaine (UA) pour le Développement des infrastructures, afin de le persuader d'intervenir auprès du président kényan pour empêcher ou reporter la réunion.

Ces sources ont révélé également que le ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, a appelé son homologue kényan, Raychelle Omamo, pour tenter de faire passer des messages contenant des arguments fallacieux concernant le conflit au Sahara occidental.

Selon des observateurs, après avoir boycotté la réunion du CPS du 9 mars, le Maroc a prouvé qu'il n'a pas totalement tourné la page de sa politique africaine de chaise vide qu'il a prônée durant trente-trois ans. **H. Y.**



Natation/Open de Marseille (200m quatre nages) Nouveau record national pour Syoud

LE NAGEUR algérien Jaouad Syoud a battu son propre record national du 200 mètres quatre nages en grand bassin (50 m), avec un chrono de 2 minutes et 1 seconde, réalisé vendredi, en finale «A» de l'Open de Marseille. Syoud avait terminé en quatrième position de cette finale, mais il avait amélioré le bon chrono qu'il avait réalisé un peu plus tôt dans les séries (2:03.37), ce qui lui a permis de battre son propre record, qui était de 2 min 1 sec et 76 cent, réalisé pendant les Championnats du monde de 2019, en Corée du Sud. Un peu plus tôt dans la matinée, Syoud avait réalisé les minima «B» de qualification au 100 mètres papillon en grand bassin (50m) des Jeux Olympiques de Tokyo,

avec un chrono de 53.26. L'Algérien de 21 ans avait terminé à la quatrième place de sa course des séries, mais c'était suffisant pour réaliser les minima «B» des JO-2020, décalés à 2021 en raison de la pandémie. Un temps considéré également comme un minima «B» pour les Mondiaux 2021 en petit bassin (25m), prévus au mois de décembre à Abu Dhabi (Emirats arabes unis) et pour les Mondiaux en grand bassin (50 m), qui auront lieu en mai 2022 à Fukuoka (Japon). Grâce à ce même chrono, Syoud, sociétaire de l'Olympique Nice (France), a battu également le record national dans cette spécialité, que détenait Oussama Sahnoun en 53.50 depuis le Championnat arabe de 2018, à Tunis.

Championnat arabe des clubs Oran-2021 de handball Signature de la convention avec l'UAHB avant le 15 avril

La convention liant la Fédération algérienne de handball (FAHB) avec l'Union arabe de handball (UAHB), confiant à l'ES Arzew l'organisation du Championnat arabe des clubs (seniors) en octobre prochain, devrait être signée avant le 15 avril, a indiqué, vendredi à Oran, le président de la FAHB, Habib Labane. «Cette procédure, qui viendra officialiser le déroulement à Arzew et Oran du prochain Championnat arabe des clubs, devait être déjà effectuée, mais la fermeture de l'espace aérien algérien dans le cadre des mesures préventives contre le Covid-19 a retardé la visite de la délégation de l'UAHB», a déclaré Habib Labane au cours d'une conférence de presse, à l'issue d'une visite qu'il a effectuée sur les lieux de la compétition. «A cause de cette contrainte, l'UAHB m'a chargé, en ma qualité de membre du bureau exécutif de cette instance, de superviser les équipements sportifs dédiés à ce championnat, en attendant l'éventuelle venue des responsables de l'Union», a-t-il précisé. A ce propos, le conférencier s'est dit «très satisfait» de la qualité des salles omnisports désignées pour accueillir la compétition

officielle et les entraînements des équipes participantes, se réjouissant de l'engagement des autorités publiques à tout mettre en œuvre pour la réussite de cet événement. «Le fait que le championnat arabe des clubs soit une étape expérimentale en prévision de la tenue à Oran des Jeux méditerranéens lors de l'été 2022, augmente les chances de réussite de cette manifestation, par laquelle on vise à relancer le jeu à sept oranais, en net déclin depuis des années», a-t-il poursuivi. Disant s'attendre à une participation «massive et qualitative» des clubs arabes lors du Championnat en question, Habib Labane a fait savoir qu'outre l'ES Arzew, le club organisateur, l'Algérie sera représentée pour l'occasion par deux autres formations qui seront déterminées selon le classement du championnat de l'exercice 2019-2020. Le président de la FAHB, qui postule à un deuxième mandat à la tête de cette structure, s'est montré, en outre, «confiant» quant à l'achèvement des préparatifs du championnat dans un avenir proche, y compris au niveau de la salle omnisports d'Arzew, dont les travaux de réhabilitation sont à l'arrêt depuis près d'une année.

Après des travaux qui ont duré une année et demie Le stade d'El Achour officiellement inauguré

LE STADE municipal d'El Achour, situé dans le quartier de Oued Remane dans la périphérie Ouest d'Alger, baptisé au nom du regretté moudjahid Ougana Cherif, a été officiellement inauguré hier, en présence des autorités locales et d'un nombre de personnalités sportives de cette commune et anciens du club de l'IRB El Achour (IRBEA) fondé en 1985. Etaient présents à cette cérémonie le président de l'APC d'El Achour, Meziane Tahar, qui était accompagné des élus de l'APC, en plus du président du club et vice-président de l'APC, Lakama Mehdi. D'une capacité de 1 500 places, le stade a connu des travaux qui ont duré une année et demie et qui ont vu le terrain, qui

était en tuff, faire peau neuve avec la pose d'un tartan de dernière génération, en plus de la construction d'un autre petit terrain pour sixtes, d'un terrain de basket-ball et d'un boulodrome. Des bureaux administratifs ont été également réalisés au niveau de cette infrastructure et les vestiaires ont été retapés à neuf. Le club d'El Achour, qui évolue en division de wilaya, est connu pour sa riche pépinière de jeunes, avec plus de 100 joueurs en son sein. Véritable club formateur sous la conduite de son rigoureux DTS Mohamed Ouarab, de nombreux jeunes ont écloés en son sein pour ensuite partir monnayer leurs talents ailleurs.

M. M.

Ligue 1 (19^e journée)

Derby indécis à Alger

■ Le leader du championnat de Ligue 1 de football, le MC Oran, sera en danger à l'Est où il défiera le NC Magra, une formation luttant pour son maintien, dans un véritable choc des extrêmes, alors que le stade du 20-Août-1955 abritera un derby algérois indécis entre le NA Hussein-Dey et le MC Alger, à l'occasion de la 19^e et dernière journée de la phase aller, prévue aujourd'hui.



Le Mouloudia souhaite renouer avec la victoire en championnat

Par Mahfoud M.

Le MC Oran (1^{er}, 32 pts), qui s'est retrouvé par la force des circonstances leader suite à la défalcation de six points à la JS Saoura, a été accroché lors des deux derniers matchs disputés à la maison par le CA Bordj Bou Arréridj (1-1) et l'AS Ain M'ilia (0-0), et tentera de redresser la barre face au NC Magra (18^e, 14 pts), dans un match difficile. La JS Saoura (4^e, 29 pts), anéantie moralement après la défalcation de six points pour avoir incorporé un joueur suspendu face au Paradou AC, effectuera un déplacement périlleux à l'Est pour défier l'AS Ain M'ilia (2^e, 30 pts). Une sentence difficile à digérer pour la JSS, restée sur une impressionnante série de six victoires de suite. L'ES Sétif (2^e, 30 pts), en perte de vitesse depuis quelque temps, devra se reprendre at home face au WA Tlemcen (13^e, 19 pts). Même si l'Entente part favorite dans son antre du 8-Mai-1945, le WAT abordera ce rendez-vous avec l'intention de créer la surprise. De son côté, l'Olympique Médéa (4^e, 29 pts) dont les résultats restent décevants, aura une belle occasion de renouer avec la gagne, à l'occasion de la visite de la lanterne rouge le CABBA (20^e, 5 pts), dont le maintien est devenu presque impossible. La

JS Kabylie (7^e, 27 pts), sur une courbe ascendante avec quatre succès de rang, recevra le PAC (4^e, 29 pts), dans une belle affiche qui s'annonce a priori. Vainqueur sur tapis vert de Saoura (3-0), après sa défaite sur son terrain (2-1), le PAC se déplacera à Tizi-Ouzou avec l'intention de revenir avec un bon résultat.

Le CRB à Biskra pour renouer avec la victoire

Le CS Constantine, qui se positionne à la 8^e place avec 24 points, part favori à domicile face à USM Bel-Abbès (17^e, 15 pts). L'arrivée du technicien Miloud Hamdi à la barre technique du CSC semble permettre au club constantinois d'amorcer un nouveau départ après un début de saison laborieux, en alignant une belle série de cinq matchs sans défaite. Le RC Relizane (10^e, 23 pts), qui reste sur un succès décroché dans les derniers moments face à Médéa (1-0), aura à cœur d'enchaîner une deuxième victoire de rang, à l'occasion de la réception de l'ASO (13^e, 19 pts). Les coéquipiers du buteur maison Kaddour Beljilali ont réussi à mettre fin, mardi, à une mauvaise série de cinq défaites de suite, en s'imposant in extremis à Chlef devant l'US Biskra (1-0). Le MC Alger (12^e, 20

pts), qui a mis un pied en quarts de finale de la Ligue des champions grâce à la victoire mardi au stade du 5-Juillet face aux Sénégalais de Teungueth FC (1-0), sera au rendez-vous du derby face au NAHD (15^e, 18 pts). Un derby entre deux équipes qui veulent renouer avec la victoire. Si le «Doyen» n'a plus gagné en championnat depuis le 16 janvier en déplacement face à l'ES Sétif (1-0), le Nasria, menacé par le spectre de la relégation, n'aura plus droit à l'erreur. Enfin, le champion sortant, le CR Belouizdad (11^e, 22 pts), dos au mur après huit matchs sans victoire, toutes compétitions confondues, se rendra au Sud pour défier l'USB (16^e, 16 pts), dont la victoire est impérative pour quitter la zone rouge. A noter que le vainqueur du titre honorifique de champion d'hiver ne sera connu qu'au terme des matchs en retard programmés prochainement.

M. M.

Le programme
Dimanche 21 mars (15h00) :
USB- CRB
ASAM-JSS
OM- CABBA
RCR-ASO
NCM- MCO
ESS-WAT
JSK- PAC
CSC-USMBA
NAHD- MCA

Equipe nationale

Belmadi en conférence de presse aujourd'hui

DANS UN RÉCENT communiqué de presse, la Fédération algérienne de football a annoncé que le sélectionneur national, Djamel Belmadi, sera en conférence de presse, aujourd'hui à 11h00, au CTN

de Sidi Moussa. L'équipe nationale affrontera la Zambie le 25 mars à Lusaka et le Botswana le 29 du même mois à Blida pour le compte des deux dernières journées des éliminatoires de la CAN 2021.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Salon national du livre d'Alger

Affluence timide, lecteurs en quête de nouveautés

LE PREMIER Salon national du livre, qui a pris fin hier, aura marqué le retour de l'activité littéraire dans la capitale, malgré une affluence timide des visiteurs venus découvrir les nouveautés littéraires proposées par quelques éditeurs avec des remises attractives. Marquant la reprise des activités culturelles après une année de suspension en raison de la pandémie de coronavirus, cet événement littéraire aura également été un des premiers salons dédiés au livre, organisé par des éditeurs privés sous la bannière l'Organisation nationale des éditeurs de livres (Onel). Crise sanitaire oblige, l'affluence dans les allées du pavillon central du Palais des expositions des Pins-maritimes demeure «modeste» par rapport au dernier Salon international du livre d'Alger (Sila), qui drainait une moyenne de 100 000 visiteurs par jour. Le salon est également marqué par une réduction des surfaces d'exposition occupées par les éditeurs qui n'ont pas ressorti leurs stands «spacieux» et «esthétiques», relèvent des habitués du Sila. Une virée dans les allées du salon permet de constater un manque d'«entrain» de la part des exposants qui ont choisi de réduire la surface d'exposition avec une mise en place «minimaliste». Quelques éditeurs participent à ce salon avec de nouveaux titres dans la littérature, l'histoire ainsi que des essais et témoignages. Les éditions «Casbah» proposent une vingtaine de titres en français dont «Le baiser et la morsure» de Yasmina Khadra, «Le mauvais génie» de Nadjib Stambouli, «Zelda» de Meriem Guemache ou

encore «Migrants sans noms» de Tawfiq Belfadel. L'éditeur public Anep, pour sa part, invite les lecteurs de Merzak Bagtache, disparu dernièrement, à découvrir son dernier roman «Quatro», en plus d'autres auteurs à l'instar de Rabéa Douibi pour sa fiction «Journal d'une jeune schizophrène». Les éditions «Chihab» se limitent à quelques nouveautés, notamment les romans de Nassira Belloula «Il ne fallait pas s'en prendre à nous» et «L'histoire et la géographie», premier roman de Yasmina Azzoug, alors que les éditions «Hibr» marque leur participation avec une dizaine de nouveaux titres, notamment «Les colombes du paradis» de Abdelkader Khelil et «Le rai en question», un recueil d'articles critiques sur ce genre musical algérien. Pour la littérature en langue arabe, les éditions El Ikhtilef proposent «La danseuse» de Rabéa Djelti, «Nirvana» de Amine Zaoui ou encore «Zenqet e'talienne» de Boumediène Belkbir. Malgré les remises sur les livres, allant pour certains éditeurs jusqu'à 50 %, les ventes «stagnent», relèvent des exposants qui peinent à conquérir un lectorat à la recherche d'ouvrages édités à l'étranger et de littérature jeunesse. Rencontrés par l'APS, des habitués des manifestations littéraires disent être «insatisfaits» des nouveautés proposées, jugées peu «attractives» et relèvent la «rareté des nouveaux romans de jeunesse». Des parents ont également regretté que le jeune lectorat doive «se contenter de versions abrégées des classiques de la littérature universelle».

R. D.

Formation professionnelle

Un Centre national des examens et concours avant septembre

LA MINISTRE de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Houyam Benfriha, a déclaré, hier à Alger, que le secteur sera doté d'un Centre national des examens et concours avant la rentrée de la formation, session septembre 2021. Accompagné par le wali d'Alger, Youcef Cherfa, la ministre, qui a donné le coup d'envoi des travaux d'aménagement du Centre national des examens et concours à l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle (INSFP) de Ben Aknoun, a précisé que ce centre «sera mis en service avant la rentrée de la formation professionnelle, session septembre 2021». Créé en vertu d'un décret exécutif, le Centre national des examens et concours du secteur de la Formation professionnelle disposera de centres régionaux, a fait savoir M^{me} Benfriha, considérant que cette réalisation, qui constitue «un jalon supplémentaire et qualitatif» pour le secteur, permettra de garantir la qualité de

la formation. Réalisé conformément au décret exécutif N° 21-42 daté du 17 janvier 2021, ce Centre aura pour missions l'élaboration, l'unification et l'adoption des sujets des examens de fin de formation, l'organisation de la session nationale des examens professionnels, des examens d'accès à la formation professionnelle et des concours et examens professionnels d'accès aux grades des corps spécifiques, selon des responsables du secteur. Les examens et concours du secteur étaient organisés et préparés par les établissements régionaux de la formation professionnelle, chargés essentiellement de préparer les programmes d'ingénierie pédagogique du secteur, selon les mêmes responsables. De son côté, le wali d'Alger a souligné son engagement à faire aboutir ce projet, en garantissant toutes les facilités pour sa mise en service avant septembre prochain.

M. N.

Le prix du poulet s'envole



Loumis

Djalou@hotmail.com

Sadeg de Constantine

Près de deux milliards de DA de créances impayées détenues par les ménages

■ Les services de la Concession de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Constantine enregistre 1,84 milliard de DA de créances impayées détenues par les abonnés ordinaires (ménages), «jusqu'à fin février 2021», a affirmé la responsable de la communication de l'entreprise.

Par Kamel L.

«Le montant des créances impayées détenues par les abonnés ordinaires, ajouté à 340 millions de DA du secteur privé et 770 millions de DA de créances des 12 Assemblées populaires communales de la wilaya de Constantine, a impacté financièrement la Société de distribution de l'électricité et de gaz (Sadeg) qui éprouve, à cet effet, des difficultés à mener à bien ses activi-

tés», a précisé Ouahiba Takhrist. Certains ménages ne se sont pas acquittés de leurs redevances depuis plusieurs mois, cumulant jusqu'à quatre factures parfois de consommation d'énergie non payées, a fait savoir M^{me} Takhrist. «La Sadeg de Constantine invite ainsi, une nouvelle fois, ses abonnés à s'acquitter de leurs redevances à travers différents modes de paiement en toute simplicité par le biais du e-paiement soit par la carte interbancaire (CIB) ou la

carte monétique Edahabia, dans ses agences commerciales, sur le site web de la Société ou dans les bureaux d'Algérie Poste», a-t-elle souligné. La même source a également rappelé que les coupures de courant pour factures impayées sont suspendues par les services de la Sadeg depuis l'apparition du Covid-19, au mois de mars 2020.

K. L.

Tunisie

Report du lancement du premier satellite «Challenge-One»

Le lancement du satellite tunisien «Challenge-One», prévu pour hier, à l'occasion de la célébration du 65^e anniversaire de l'indépendance de la Tunisie, a été reporté pour des raisons climatiques, a annoncé Mohamed Frikha, président-directeur général du groupe tunisien Telnet Holding, initiateur du projet. D'après M. Frikha, le lancement devrait avoir lieu à partir du cosmodrome de Baïkonour au Kazakhstan. Dans une déclaration à la presse, M. Frikha a assuré que la fusée russe

Soyouz-2 qui transporte «Challenge-One» et d'autres satellites «n'a pas pu décoller en raison de la présence de vents forts (...) le lancement aurait lieu dimanche 21 mars 2021». Et d'ajouter que «Telnet est dans l'attente de la confirmation de la date et de l'heure exactes du lancement du satellite par la station». Le chef de Telnet a, par ailleurs, affirmé que le satellite était «désormais prêt à être lancé, mais les experts de Baïkonour ont opté pour le report de l'opération pour ainsi garantir

toutes les conditions de succès de la mise en orbite du satellite Challenge-One, conçu et développé par des compétences purement tunisiennes». Il a insisté sur le fait que ce premier satellite «permettrait la transmission des données utiles aux habitants de la Terre par la connexion des objets situés sur la Terre (Internet of Things) via l'espace en faisant recours, pour la première fois au monde, au protocole de communication LoRa, dédié aux réseaux terrestres».

R. M.